



FICHE DE RENSEIGNEMENT À L'INTENTION DU COMITÉ DES CHEFS SUR L'ÉDUCATION ET DU CONSEIL NATIONAL INDIEN SUR L'ÉDUCATION POUR INFORMATION

- OBJET :** Compte rendu de la réunion du Groupe de travail sur les infrastructures scolaires, les 17 et 18 janvier 2019.
- DATE :** Le 21 janvier 2019
- DEMANDÉ PAR :** Janice Ciavaglia, directrice, Éducation
- RÉDIGÉ PAR :** Bram Lerat, analyste des politiques, Éducation

RÉSUMÉ

- Les 17 et 18 janvier 2019, le Groupe de travail de l'Assemblée des Premières Nations (APN) sur les infrastructures scolaires (GTIS) a tenu deux réunions pour discuter de plusieurs sujets, notamment le fonctionnement et l'entretien (F et E) des établissements scolaires des Premières Nations, l'autonomie gouvernementale et les répercussions qu'ont eu sur les infrastructures scolaires les progrès réalisés en matière d'apprentissage précoce et de garde des jeunes enfants, les maternelles 4 et 5 ans et le Principe de Jordan.

BUT

- Fournir au Comité des Chefs sur l'éducation (CCOE) et au Conseil national de l'éducation des Indiens (CNEI) un résumé de la réunion du GTIS de l'APN.

SITUATION ACTUELLE

- La prochaine réunion du GTIS sera une réunion réservée aux Premières Nations, afin de déterminer les objectifs et les recommandations en matière de politiques pour le Conseil national sur l'éducation des Indiens (CNEI) et le Comité des Chefs sur l'éducation (CCOE).
- Les membres du GTIS ont indiqué que la prochaine réunion devrait avoir lieu au début de mars 2019. Des dates précises restent à confirmer.

CONTEXTE

- Le mandat du GTIS est de travailler en collaboration pour déterminer les besoins et les lacunes en matière d'infrastructures scolaires, y compris les immobilisations, les réparations, les transports, l'eau, etc. pour les Premières Nations et les élèves des Premières Nations.
- Les deux réunions tenues les 17 et 18 janvier 2019 étaient la deuxième fois que le GTIS se réunissait. Les participants comprenaient des représentants des Premières Nations de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Québec, de l'Ontario, du

Manitoba, de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique et du Yukon. Parmi les autres membres du GTIS, mentionnons les représentants des secteurs de l'Éducation et du Logement de l'APN, des secteurs des Infrastructures et de la Gestion des services d'urgence de l'APN, ainsi que des représentants de Services aux Autochtones du Canada (SAC) et de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC).

CONSIDÉRATIONS

- Le GTIS a présenté des exposés sur le F et E, l'autonomie gouvernementale, l'apprentissage précoce et la garde des jeunes enfants autochtones, les maternelles 4 et 5 ans, ainsi que sur le Principe de Jordan. La discussion s'est poursuivie à partir du document de questions et réponses que SAC a apporté pour répondre aux préoccupations et aux questions soulevées lors de la dernière réunion du GTIS en septembre 2018.
- Tout au long de la réunion de deux jours, les représentants des Premières Nations ont cerné un certain nombre de considérations et d'objectifs stratégiques potentiels, dont les suivants :
 - Décentraliser tous les processus relatifs aux infrastructures scolaires afin que les communautés soient plus proches de la prise de décision.
 - Obtenir des renseignements supplémentaires de SAC et de sa Direction générale des infrastructures communautaires concernant le montant des fonds de F et E alloués aux régions au cours des dernières années. De plus amples informations sur le Principe de Jordan ont été demandées afin de comprendre les lacunes dans le financement des infrastructures scolaires.
 - Examiner la trousse d'outils des Premières Nations utilisée en Colombie-Britannique pour le renforcement des écoles et des capacités pour déterminer si elle peut ou non être utilisée à l'échelle nationale.
 - Reconnaître que le financement des immobilisations mineures est essentiel pour les établissements d'enseignement des Premières Nations et peut-être modifier la façon dont les Premières Nations reçoivent actuellement ce financement.
 - Discuter des critères problématiques des politiques fédérales, comme les Normes relatives aux locaux scolaires et le Cadre de classement des priorités des écoles.
 - Examiner comment la future politique du gouvernement du Canada sur les infrastructures scolaires intégrera le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut et les Premières Nations situées dans le Nord et les régions éloignées.
- Ces considérations et les objectifs politiques potentiels seront examinés plus en détail lors de la prochaine réunion afin de déterminer les travaux futurs du GTIS.

PIÈCES JOINTES : Aucune